



Union Syndicale Départementale SANTÉ et ACTION SOCIALE CGT 06

34 Bd Jean Jaurès 06300 NICE- 09 87 37 37 43 29

cgtsantesocial06@gmail.com



COMMUNIQUE DE PRESSE DU 17 Juin

Protection de l'enfance, secteur du handicap, insertion, refusons d'être les futurs ORPEA

Nous salariés du secteur social et médico-social, nous voyons les politiques sociales détruire notre secteur, nos emplois, par des coupes budgétaires, CEPOM.... Entraînant des suppressions de postes, fermetures de services et établissements, avec un gel des salaires depuis plus de 20 ans. Compte tenu de l'inflation, les salaires des professionnels n'ont pas stagné, ils ont baissé.

La sinistralité de notre secteur a obligé le gouvernement à intervenir. Lors de la conférence des métiers du 18 février le gouvernement annonce l'augmentation de salaires de 183 euros net pour tenter de pallier à la désertification du secteur en termes de personnel alors que les demandes de prise en charge augmentent. Cependant cette augmentation est prévue pour une partie des personnels Socio éducatif, les salariés des services techniques et administratifs qui représentent les plus bas salaires sont oubliés.

Pour notre organisation syndicale cela est inacceptable.

De plus le secteur de l'handicap et l'enfance en danger sont devenus des valeurs marchandes au détriment des valeurs humaines. Ce qu'ont connu l'hôpital, les Epahd, arrive dans le secteur social et médico-social.

A quand le cac 40 du Handicap et de l'Enfance en Danger !!

On nous somme de faire toujours plus avec moins. Proposer plus de « services innovants », accompagner plus d'enfants d'adultes avec moins de personnel !!!

Le service de l'Aide Sociale à l'Enfance, dépendant du Conseil départemental, est débordé. Des secteurs géographiques ne sont pas couverts par des assistantes sociales, celles qui les remplacent voient leur secteur augmenter. Les éducateurs/trices spécialisés/es sont débordés/es, la mise en place des différents protocoles/ quotas sont inadaptés au besoin des populations alors que notre pays traverse une crise sociale importante. Les différentes réorganisations entraînent une désorganisation du même service et une perte de sens dans le travail. Les missions sont confiées au secteur associatif qui répond à des appels d'offre, à moindre coût.

AEMO/AED : 1 éducateur pour 25 à 30 enfants, le travail auprès des familles est difficile, le temps Administratif est de plus en plus prégnant au détriment du contact direct avec les jeunes et les familles.

FOYERS : 2 éducateurs pour 12 à 15 enfants ayant de grandes difficultés (souvent seul en réalité !).

Au Foyer de l'enfance l'article de Mediapart sur les conditions d'accueil et des conditions de travail dégradées des personnels du 8 juin dénonce la politique menée par le département des alpes maritime chef de ligne de la protection de l'enfance.

SESSAD (Service éducation spécial et de soins à domicile) : une Éducatrice pour dix enfants ayant des difficultés.

Tutelle : 1 tuteur pour 80 adultes

Dans les structures du Handicap il y a un manque de personnel prenant en charges et accompagnant les enfants et adultes.

MAS (maison d'accueil spécialisée pour personnes polyhandicapées) : 3 Salariés pour un groupe de 17 personnes dont aucun n'est autonome. Il faudrait au moins 5 salariés pour assurer une prestation acceptable.

Foyer de Vie Adultes et FAM (Foyer d'Accueil Médicalisé) : 2 à 3 salariés pour un groupe de 25 personnes avec divers handicaps et vieillissants. Il faudrait être au moins 4 à 5 salariés pour une bonne prise en charge.

ESAT (Établissements et services d'aide par le travail) 1 moniteur d'atelier pour un groupe de travailleur sans pouvoir passer le relais quand des situations sont difficiles. Les travailleurs handicapés eux aussi souffrent d'un manque de considération et subissent le stress du rendement.

IME (institut médico éducatif) / ITEP (Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique) : absence de professionnels qualifiés pour répondre aux besoins des jeunes accueillis.

Le temps nous a été volé, les professionnel/les sont oppressé/es, il faut faire vite pour tout :

- Désengorger les services,
- Libérer des places dans les établissements,
- Dégager les moins fragiles. On mélange toutes les problématiques, jeunes, difficultés sociales et handicap, personnes vieillissantes ...

Le système actuel a créé « des nouvelles populations » qu'on dénomme « les zéros solutions » dans le handicap, les « incasables » dans la protection de l'enfance, les invisibles dans le social : une aberration du système face à la logique budgétaire....

La situation devient dangereuse, tant pour ceux qui restent que les usagers. Le personnel dédié au social et médico-social déserte, démissionne, fuit : Éducateur/trice spécialisé/e, Assistante sociale, Aide médico-social, Psychologue, Conseillère en Economie Sociale et Familiale ... et Personnel Administratif Technique. Des personnes humaines aujourd'hui maltraitées par un système commandé par la rentabilité. Le personnel autrefois passionné est aujourd'hui dégouté.

Burn-out, suspension, réquisition, recadrages, avertissements, licenciements, menaces, voilà le quotidien de nos chers éducateurs autrefois enjoués et dévoués, aujourd'hui déprimés et piétinés.

Nos chefs, encadrants perdent le coeur du métier également, ils sont maintenant des gestionnaires accros aux chiffres et aux tableaux, aux taux de remplissage, ils envahissent nos réunions à grand coups de process, de protocoles, de procédures... Une grande partie de nos dirigeants ne sont même plus du social, ne connaissent pas le métier ni le terrain ni les problématiques des personnes et leurs familles en souffrance qui demandent un peu d'aide dans leur quotidien parfois dramatique.

Tout cela entraîne la déqualification des postes, les associations sous-traitent les services techniques (agent d'entretien, de ménage, veilleurs) mutualisent des services à outrance... l'administratif prend le pas sur l'accompagnement éducatif et social. La gestion budgétaire l'emporte sur la prise en charge des populations.

Les associations tentent de survivre aux coudes à coudes, se concurrençant les unes aux autres pour ne pas disparaître.

Les professionnels étaient présents durant la Pandémie. Seuls les métiers reconnus soignants ont bénéficié d'une augmentation dites Ségur de 183 euros mais les personnels éducatifs techniques administratifs étaient aussi présent durant cette période. Cette Inégalité totale et inacceptable pour notre organisation syndicale CGT.

Les professionnels du privé et du public travaillant dans le secteur du Handicap, Insertion, et Protection de l'Enfance

- refusent de laisser notre secteur à la marchandisation tant dans l'intérêt de la population que des professionnels

- Exigent l'augmentation des 183 euros pour tous les professionnels du secteur

Le 17 Juin à 14 h place Garibaldi à Nice

CONTACT PRESSE ACTION SOCIALE ET MEDICO SOCIALE 06 :

MONIQUE SMERALDI 0695797432 DELPHINE BOURGEOIS 0650717173